

**Arrêté temporaire n°ST26_354
Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

RESIDENCE MARECHAL LECLERC

Madame le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-10,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté temporaire ou l'autorisation de voirie n° ST26_354AV,

VU l'arrêté notifié le 22 mars 2026 portant délégation de signature à M. le 4ème adjoint au Maire,

VU la demande en date du 29/06/2026 émise par Commune de St Martin Boulogne demeurant 313 route de Saint Omer 62280 SAINT MARTIN BOULOGNE représentée par Madame Pascale LEBON aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation,

CONSIDÉRANT que l'organisation d'un concert en plein air rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 14/08/2026 au 15/08/2026 RESIDENCE MARECHAL LECLERC,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 14/08/2026 et jusqu'au 15/08/2026, de 8h à 3h, la circulation des véhicules est interdite de 8h00 à 3h00 du 18 au 40 RESIDENCE MARECHAL LECLERC. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours.

Article 2

À compter du 14/08/2026 et jusqu'au 15/08/2026, les prescriptions suivantes s'appliquent RESIDENCE MARECHAL LECLERC place rouge :

- La circulation des véhicules est interdite de 16h00 à 2h00. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours.
- Le stationnement des véhicules est interdit de 16h00 à 2h00 Stationnement autorisé sans sortie ni entrée de véhicule pendant ce créneau, sauf organisation et Police. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;

Article 3

À compter du 14/08/2026 et jusqu'au 15/08/2026, le stationnement des véhicules est interdit de 8h00 à 3h00 du 16 au 18 RESIDENCE MARECHAL LECLERC derrière le CITY STADE. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police, véhicules de secours, artistes et véhicules relevant de l'organisation de l'événement. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4

Le présent arrêté devra être affiché sur le site pendant toute la durée du chantier.

Article 5

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

Article 6

Madame le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Saint-Martin-Boulogne, le 30 juin 2026
Pour le Maire,
Adjoint aux services techniques

Guillaume SAVEANT /

DIFFUSION:

- Commune de St Martin Boulogne
- la Police Municipale

ANNEXES:

Plan

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

